

Compte rendu du Congrès (suite)**RÉSULTATS
DU SCRUTIN****45 Votants****OUI : 43****NON : 0****Blanc : 1****Nul : 1**

Le projet de statut du SEJS et la motion technique sont adoptés.



Compte rendu : Philippe CHAUSSIER

Tour de table et présentation des participants.

ORDRE DU JOUR

- Organisation interne
- Organisation de l'AG du samedi 22 octobre avec les retraités

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

Réunions de BN le jeudi 1^{er} décembre (mais priorité future au jeudi puis au mardi) au MJSVA
-commissions RIME les 4, 9 et 23 novembre ; CTPM le 9/11 (reporté au 23/11) ; CNEPJ le 22/11 ; audience ministérielle le 23/11

ORGANISATION INTERNE DES DEUX ANNEES TRANSITOIRES

Extrait des statuts : Dans les 2 premières années de son fonctionnement, Le SEJS est administré un BN provisoire composé de l'addition à parité des membres des BN du SNIJSL et du SNIPJSL pour un effectif maximal de deux fois douze.

M. CHAUEAU ne désire pas exercer des fonctions de SG ou SGA mais est prêt à accepter d'être élu pour un an maximum si le bureau du SEJS le lui demande afin de faciliter la continuité.

Aucune demande n'est faite de voter à bulletin secret (pour toutes les élections qui suivent).

Le bureau élit Secrétaire général du SEJS : Michel CHAUEAU (à l'unanimité moins une abstention).

I. BECU-SALAÜN précise dans le même état d'esprit que M. CHAUEAU, qu'elle est prête à s'engager un an, indépendamment de sa fonction de permanente.

Le bureau élit secrétaire générale adjointe Isabelle BECU-SALAÜN (à l'unanimité moins une abstention).

M. CHAUEAU propose que le(la) trésorier(e) soit issu du SNIJSL.

Le bureau élit trésorière : Brigitte FRATTINI et trésorier adjoint : Gilles GRENIER chacun à l'unanimité moins une abstention.

Michel CHAUEAU et Isabelle BECU-SALAÜN coprésident la suite de la réunion.

ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE GENERALE COMMUNE DU SAMEDI 22 OCTOBRE

Les deux SG proposent l'ordre du jour suivant pour l'AG du lendemain :

Il s'agira de présenter les règles de vote dans cette assemblée pour notamment voter des motions communes qui entérinent la fusion.

**Réunion de Bureau National fusionné
SNIJSL & SNIPJSL - 21 octobre 2005**

Pour le SNIJSL :

Jean-Marie BONNET ; Martine CHARRIER ; Florence GIRAUD ; Bernard BRONCHART ; Isabelle BECU-SALAÜN ; Edwige BAKKAUS ; Anne SCHIRRER ; Brigitte FRATTINI ; Philippe BERTRAND ; Pascal ETIENNE ; (Philippe POTTIER excusé) ; Patrick RODIER

Pour le SNIPJSL :

Michel CHAUEAU ; Mathias LAMARQUE ; Gilles GRENIER ; Yannick BARILLET ; Laurent de LAMARRE ; Eric LEDOS ; Robert POULIQUEN ; Jacques THIOLAT ; Patrick BRUGGEMAN ; Bernard BRODU ; Jean-Marie THEPOT ; (Yves PHAM-VAN excusé)

Ont assisté à la réunion : Philippe CHAUSSIER ; Georges GONZALEZ (section des retraités) ;



NOTA : LES COMPTES-RENDUS DE RÉUNIONS HABITUELLES DE BN SERONT ADRESSÉES SEULEMENT A SES MEMBRES

Compte rendu du Congrès (suite)

- organisation du BN
- débat sur les orientations de travail du SEJS
- motion

-Michel CHAUVEAU propose de les examiner avec IBS et en commission de motion (B. BRODU – J-M. BONNET – P. ETIENNE – M. LAMARQUE) pour les présenter et les débattre le lendemain.

-En matière de vote, le vote pourra être commun en vérifiant s'il n'y a pas contradiction avec aucun mandat des deux BN sinon les votes seront partagés en deux entités.

- budget Recettes et Dépenses (dont barème de cotisation).
- intervention des retraités
- intervention de P.GONTHIER



ORGANISATION du BN du SEJS (SUITE)

Des membres (ou des commissions) peuvent être missionnés sur des thèmes particuliers qui sont listés si après.

- Communication (courriers – publication – site internet – réédition d'un annuaire)
- Statuts et carrières (« affaires corporatives »)
- Champs professionnel (à partir des items existants mais non exclusifs pour sur les secteurs « sport » « JEPVA » « Emploi Formation » « administration générale » auquel se rajoutent les commissions thématiques
- Nouveau statut, élargissement éventuel du champ de syndicalisation et règlement intérieur
- Vie syndicale, les sections régionales et thématiques ; les relations fédérales et intersyndicales

Philippe BERTRAND propose de bien vérifier si les dossiers particuliers (ex : RIME répertoire interministériels des métiers de l'Etat – RADE – LOLF) se prêtent à ces propositions de commissions.

Mathias LAMARQUE pense que le « champs professionnel » est le plus complexe et le plus à décliner en missions particulières au plus tôt.

Bernard BRONCHARD : la reprise rapide des relations intersyndicales est nécessaire.

Michel CHAUVEAU distingue le fédéral UNSA et le hors fédéral (qui concerne directement le SG et la SGA).

Isabelle BECU-SALAÜN indique qu'il sera peut-être difficile de tout lister aujourd'hui et souligne que le SNIJSL associait aussi des membres hors BN.

Philippe BERTRAND appuie la proposition d'Isabelle BECU-SALAÜN en soulignant qu'elle va dans le sens de l'ouverture de travail du bureau. Il propose un petit « brain storming » pour lister toutes ces missions particulières afin d'illustrer les dossiers suivis aux collègues.

Isabelle BECU-SALAÜN estime qu'il suffira de bien détailler la portée des commissions.

Jean-Marie BONNET : souligne que les motions vont orienter les souhaits des collègues (indemnitaire, relations fédérales) qui peuvent influencer sur les thèmes à couvrir.



PROPOSITIONS DE PARTICIPATIONS DANS LES COMMISSIONS :

NOTA : Dans le champs professionnel, Philippe BERTRAND propose de maintenir à part et en tant que tel la Vie Associative (indépendamment du rattachement à la formation décidé récemment par la centrale, la VA, très présente dans le sport et les activités JEP, nécessite cette distinction)

Communication (mailing – publications – site internet – réédition d'un annuaire)

JM BONNET (annuaire des collègues) – P BRUGGEMAN -

Statuts et carrières (ex « affaires corporatives »)

-Pascal ETIENNE + Laurent DELAMARRE – Edwige BAKKAUS – Bernard BRONCHARD – Eric LEDOS – Patrick RODIER - Ph POTTIER

Champs professionnels (à partir des items sur les secteurs « sport » « JEPVA » « Emploi Formation » « administration générale » auquel se rajoutent les commissions thématiques.

Compte rendu du Congrès (suite)**FORMATION EMPLOI**

Yannick BARRILLET – Philippe BERTRAND – Florence GIRAUD – Patrick RODIER
Jacques THIOLAT

SPORT

Martine CHARRIER – Bernard BRONCHARD- Philippe POTTIER

JEP

Robert POULIQUEN – Florence GIRAUD

VIE ASSOCIATIVE

Jean-Marie BONNET – Anne SCHIRRER

ADMINISTRATION

Pascal ETIENNE – Laurent DELAMARRE – Eric LE-DOS - Jean Marie THEPOT – Jean-Marie BONNET - Philippe POTTIER

**Vie Syndicale**

Nouveau Statut et règlement intérieur élargissement éventuel du champ de syndicalisation

Brigitte FRATTINI – Martine CHARRIER – Bernard BRODU – Mathias LAMARQUE – Bernard BRONCHARD

Et G Gonzalez propose d'associer les retraités pour quelques points à ajuster (cf cotisations et budgets propres – renouvellement des délégués)

Sections

Isabelle BECU-SALAÜN

Section thématique des DR

Michel CHAUEAU propose de caler l'organisation de leurs réunions sur le calendrier des réunions des DR puis d'appeler à participation pour la section syndicale.

Section thématique des chefs d'établissement :

Idem (sur le calendrier des réunion des chefs d'établissement)

La désignation des représentants au BN permettra de commencer à structurer le travail de sections.

Relations fédérales intersyndicales

Mathias LAMARQUE ; Isabelle BECU-SALAÜN

Yves PHAM VAN sera contacté pour participation.

QUESTIONS DIVERSES

Bernard BRONCHART propose de présenter les retraités au cours de la soirée pour mieux les identifier notamment pour les "jeunes" inspecteurs du SNIJSL.



Compte rendu : Philippe BERTRAND

Compte rendu de l'Assemblée Générale de clôture

samedi 22 octobre 2005

Marly-le-Roi



Michel CHAUEAU ouvre la séance en compagnie de Patrick GONTHIER (secrétaire général de l'UNSA-éducation). Il propose l'ordre du jour suivant :

- organisation du BN
- débat sur les orientations de travail du SEJS
- présentation des motions et débat
- budget Recettes et Dépenses (dont barème de cotisation).
- intervention des retraités
- intervention de P GONTHIER (SG UNSA Education)

Georges GONZALES donne lecture du communiqué de presse annonçant la création du nouveau syndicat SEJS.

Michel CHAUEAU souligne que cette AG de clôture est formellement une réunion des deux AG mais propose que les votes soient menés en réunion (pas d'objection).

**COMPOSITION & ORGANISATION DU BUREAU NATIONAL**

Isabelle BECU-SALAÜN indique à tous la composition du BN du SEJS, réunion des BN nouvellement élus du SNIJSL et du SNIPJSL. Elle souligne la féminisation introduite par le SNIJSL.

(On se reportera au compte rendu de chaque BN de la veille pour le détail de cette composition)

A cette liste viendront s'associer les représentants des sections thématiques : section des directeurs régionaux, section des directeurs d'établissements et André Augé pour la section des retraités.

Les représentants au BN seront aussi les héritiers d'un passé syndical important. Michel Chauveau rappelle la création de nos syndicats en 1945 et déjà leur capacité à défendre les valeurs, les objectifs de développement de nos services et leurs moyens.

Philippe CHAUSSIER donne lecture de tous les secrétaires généraux des syndicats qui nous ont précédés depuis 1949 et dont certains sont présents dans la salle

Compte rendu du Congrès (suite)

ORIENTATIONS DU BUREAU NATIONAL

Michel Chauveau présente les grandes orientations générales qu'il souhaite développer au sein du nouveau syndicat. Il convient d'amener l'Administration Centrale à réfléchir davantage à ses missions dans le contexte actuel et à son devenir. Il rappelle les principaux bouleversements récents

- partition ministérielle puis réunion des secteurs Jeunesse et Sport ;
- deuxième volet de la décentralisation ;
- lois relatives à la formation ;
- mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), nouvelle constitution de l'Etat, mais détournement de l'esprit démocratique de la LOLF pour « contrôler les ministères dépensiers » ;
- réforme de l'administration territoriale et départementale de l'Etat (RATE et RADE, avec création de pôles régionaux dont sont absentes les DRDJS) ;
- détournement de langage masquant des suppressions de moyens avec des mots trompeurs : externalisation et rationalisation employés au lieu de suppression d'emploi ;
- une stratégie ministérielle de réforme (SMR) qui fait « flop » au bout de trois ans, et où on apprend que « le temps de dialogue avec les syndicats est un frein aux changements » ;
- un ministère chargé de la Vie Associative avec une DIESS « en lévitation » ...



Pourtant nous ne sommes pas (et nous ne voudrions pas être) des opposants systématiques aux mouvements de rénovation du service public et d'amélioration de sa qualité, que nous croyons nécessaires et auquel nous voulons apporter notre contribution. Mais les objectifs inavoués et les méthodes discutables de ceux qui les initient nous amène à réagir.

Le rôle de L'Etat va changer, notamment du fait de la décentralisation et de la nouvelle donne en matière de formation. Nos textes fondateurs sont en général anciens (malgré l'évolution de la loi sur le sport) et tant le SNIP que le SNIJSL interpellent depuis des mois l'Administration Centrale pour une actualisation de nos missions déclinées en textes d'organisation.

Le BN a créé lors de sa première réunion des commissions avec des pilotes identifiés qui sont présentées.

(On se reportera au compte rendu du BN commun de la veille pour le détail de cette composition)

POINTS D'INFORMATION SYNDICALE

Intervention de **Laurent de LAMARE**
pour la commission « STATUTS et CARRIERES »
(ex « affaires corporatives ») :

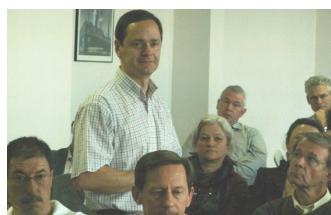
Les rémunérations

Le régime indemnitaire est défavorable par rapport aux autres corps et incohérent du fait du classement des emplois auquel correspond un régime d'indemnitaire et de NBI propre. La sortie imminente du texte sur le classement particulier de certains postes de direction n'est qu'un début. Pour les chefs d'établissement, il faudra soit viser un déplafonnement vers le hors échelle B, soit une grille particulière.

Les déroulements de carrière

Avancement : nous devons établir un barème unique du syndicat à terme pour les CAP (mouvement et promotion)- Les derniers mouvements montrent le manque d'attractivité des postes de direction et le syndicat devra aussi proposer un mode de repérage des potentiels et de gestion des carrières.

L'évaluation



Un projet de texte est à l'étude ; il est très imparfait à ce jour (modalités de recours, notamment) ; le notateur est le supérieur hiérarchique (le préfet pour les DD) hormis pour les chefs d'établissement pour lesquels la question n'est pas tranchée.

Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat RIME

Il s'agit de classer les métiers de chaque corps (dont les IJS) dans des filières au sein desquelles ils pourraient plus facilement évoluer pour d'autres métiers moyennant formation. Le syndicat est présent dans les différents groupes de travail. Il veille à démontrer que les IJS ne sont pas un corps réduit au contrôle contrairement à ce que tendrait à indiquer la DPA.

Formation des Inspecteurs nouvelle promotion

Le sujet est de plus en plus crucial avec la réintroduction de deux nouvelles voies d'accès. L'Administration Centrale (AC) tarde à réagir.

Laurent de LAMARE conclut en rappelant que, si nous devons nous battre sur tous ces thèmes, il sera néanmoins nécessaire de bien hiérarchiser les travaux.



Compte rendu du Congrès (suite)

Intervention de **Pascal ETIENNE**
pour la commission « ADMINISTRATION »

Pascal ETIENNE évoque plusieurs dossiers internes et externes relevant de l'administration.



Réforme de l'Etat

Le suivi de la RADE dans les départements et dans les régions (le neuvième pôle reste pertinent ; il demeure un de nos axes de travail car nous constatons l'exclusion des DR du « CA » du Préfet)

L'organisation des services publics en milieu rural doit être suivie avec une vigilance toute particulière (cf. rapport à paraître et atteintes aux services JS en 2005).

La participation du MJSVA aux réunions interministérielles de modernisation ; le DPA a été nommé secrétaire général pour le MJSVA.

La mise en place de la LOLF doit être suivie avec attention ; la question des indicateurs « quantitatifs » est assez cruciale ; ils dépendent des moyens du MJSVA, qui sont en baisse, ou d'événements extérieurs aux services (augmentation du nombre de licences).

Robert POULIQUEN souligne le piège de certains indicateurs. Il souhaite que le syndicat propose des indicateurs ou paramètres alternatifs, notamment pour le BOP SPORT et le BOP JEUNESSE.

S'agissant des moyens des services, il convient de clarifier notre visions du positionnement DR et DD entre elles. Une attention particulière est à porter au devenir du patrimoine du MJSVA et à celui de ses établissements.

Gérard DORIVAL évoque la question des services outre mer qui représentent un vingtaine d'IJS avec des difficultés dues au manque de clarté de l'AC sur l'organisation de ces services rattachés à différentes entités territoriales.

La commission Administration voit de nouveaux chantiers apparaître (organisation en milieu rural) et devra opérer une fonction d'alerte sur les carences de la DPA.

Isabelle BECU SALAÜN évoque la difficulté à analyser la nature des problèmes identifiés : correspondent-ils à des carences de notre administration ou à des choix politiques ? Selon le cas, cela suppose des stratégies syndicales différentes.

DEBAT

DES MOTIONS DE CONGRÈS



Intervention de **Mathias LAMARQUE**, qui présente les motions soumises au vote

(On se reportera à la présentation des motions, faite ci-après)

Débat sur la motion n° 1

Jean Marie THEPOT insiste sur le positionnement des services dans les trois domaines d'action du MJSVA (sport, JEP, VA) et qui sera soutenu par l'action de la commission ad hoc. Gilbert BARRILLON propose de mentionner un « développement DE QUALITE » - soutenu par Philippe BERTRAND. Jean CHIRIS s'inquiète de l'expérimentation dans l'Allier des « schémas départementaux de la jeunesse » et le pilotage par DDJS. Georges GONZALEZ rappelle qu'à ce jour les statuts précisent que les retraités n'ont pas droit de vote.

La motion n° 1 est adoptée à l'unanimité.

Débat sur la motion n° 2

Patrick GONTHIER indique que la fédération peut s'engager à mieux échanger pour que les enjeux soient mieux compris - par exemple sur la LOLF et pour ne pas en avoir une vision exclusivement Education Nationale - mais que le nouveau syndicat doit aussi prendre toute sa place dans les instances fédérales. Sachant que la coordination est perfectible ...

La motion n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Débat sur la motion n° 3

Initialement présentée par la section Poitou Charente du SNIJSL, la motion demande que le SEJS s'engage sans délai pour revaloriser le régime indemnitaire et demander la création d'une Indemnité de responsabilité, et, dans l'immédiat demander des délégations de crédits d'indemnités de sujétion au taux maximum aux DRDJS afin que tous les IJS en bénéficient à ce niveau.

Le débat s'engage autour de la pertinence et la crédibilité d'une demande de crédits au taux maximum notamment dans un contexte de "fongibilité", et aboutit à la réécriture de la motion par un groupe de travail IP IJS coordonné par Laurent de LA-MARE.

La motion n° 3, ainsi modifiée, est adoptée à l'unanimité.

Débat sur la motion n° 4

Jean Marie THEPOT approuve pleinement cette motion, proposée par les bureaux nationaux Philippe BERTRAND rappelle que cet exemple malheureux est significatif de ce que subissent constamment nos deux secrétaires généraux, que le travail syndical expose ses représentants et qu'il faut que les adhérents s'en souviennent lors de l'appréciation globale de l'action syndicale collective au delà d'insatisfactions individuelles.

La motion n° 4 est adoptée à l'unanimité.

MOTIONS DE CONGRÈS**Motion n° 1, adoptée à l'unanimité**

Le SNIJSL et le SNIPJSL, réunis respectivement en assemblée générale le 21 octobre 2005 à Marly le Roi ont adopté les statuts du SEJS.

Rassemblés le 22 octobre 2005 en assemblée générale commune, leurs membres mandatent le bureau national provisoire afin de mettre en œuvre toute action visant à :

- favoriser le développement des activités sportives, de jeunesse et associatives dans le cadre de politiques nationales,
- valoriser les missions et le positionnement du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports,
- conforter le positionnement institutionnel des services et établissements du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Motion n° 2, adoptée à l'unanimité

Les membres du SNIJSL et du SNIPJSL, réunis conjointement en assemblée générale le 22 octobre 2005 à Marly le Roi dans le cadre du SEJS, demandent à leur fédération d'affiliation, l'UNSA éducation :

- que les problématiques du champ « jeunesse, sport et vie associative » figurent à part entière parmi celles de la fédération, tant sur le plan corporatif qu'en ce qui concerne la défense du champ professionnel des membres du nouveau syndicat,
- que la fédération mette en place une réelle coordination de ses syndicats présents au MJSVA, dans le respect de la spécificité de chacun,
- que la fédération veille à la représentation du syndicat affilié dans toutes les instances où sa présence est nécessaire.

Motion n° 3, adoptée à l'unanimité

Le SNIJSL et le SNIPJSL, réunis en AG le 22 octobre 2005 à Marly le Roi dans le cadre du SEJS, déplorent auprès de l'administration du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative la rupture d'égalité de traitement qu'ils constatent à l'égard de leurs représentants syndicaux en terme de gestion de carrière. Ils demandent à l'administration que ces agents bénéficient d'un traitement équitable et identique à leurs collègues.

Motion n° 4, adoptée à l'unanimité

Les membres du SNIJSL et du SNIPJSL, réunis conjointement en assemblée générale le 22 octobre 2005 à Marly le Roi dans le cadre du SEJS, constatent et dénoncent la faiblesse et l'inadaptation du régime indemnitaire des IJS au regard de leurs responsabilités.

Ils mandatent le BN provisoire pour obtenir la revalorisation du régime indemnitaire des inspecteurs, notamment par la mise en place d'une indemnité justifiée par la mission statutaire d'encadrement de ce corps.

Statuts du SEJS

Les statuts du SEJS ont été adoptés par les assemblées générales du SNIJSL et du SNIPJSL dans les termes où ils ont été présentés, avec la modification suivante ajoutée au dernier alinéa de l'article 1 :

LE SEJS EST LA CONTINUATION DU SNIJSL (SYNDICAT NATIONAL DES INSPECTEURS DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS) ET DU SNIPJSL (SYNDICAT NATIONAL DES INSPECTEURS PRINCIPAUX DE LA JEUNESSE , DES SPORTS ET DES LOISIRS)